

- L'avis du Conseil d'État n'a pas été demandé, en application de l'article 3, § 1^{er}, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973. Il y a urgence car l'amélioration de la situation épidémiologique concernant le coronavirus rend imminent le passage de la phase rouge à la phase orange. Ceci entraînera une incertitude quant à l'actualisation du registre d'inscription de la location sociale. Conformément à l'article 35 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 23 octobre 2020 portant des mesures concernant la politique flamande du logement à la suite des mesures restrictives pour contenir le coronavirus, l'actualisation du registre d'inscription est suspendue pendant la phase rouge. Un passage de la phase rouge à la phase orange aura pour conséquence que les dispositions habituelles concernant l'actualisation redeviendront pleinement applicables. Ceci entraînera une insécurité juridique pour les bailleurs sociaux et les candidats locataires car, sur la base de la réglementation actuelle, l'actualisation devait être commencée avant le 1^{er} juin 2021 par l'envoi d'une lettre d'actualisation à chaque candidat locataire. Cette insécurité juridique ne peut être corrigée par un arrêté du Gouvernement flamand avec effet rétroactif, car l'insécurité juridique subsistera pendant la période allant jusqu'à l'adoption dudit arrêté.

Motivation

Le présent arrêté est fondé sur les motifs suivants :

- Le présent arrêté lève l'incertitude juridique concernant l'actualisation des registres d'inscription du régime de location sociale qui résultera d'un ajustement de la phase rouge à la phase orange.

- Afin de permettre aux bailleurs sociaux et aux candidats locataires de procéder à l'actualisation de manière ordonnée et correcte, celle-ci sera reportée d'un an. L'actualisation de 2021 aura donc exceptionnellement lieu en 2022.

Initiateur

Le présent arrêté est proposé par le Ministre flamand des Finances et du Budget, du Logement et du Patrimoine immobilier.

Après délibération,

LE GOUVERNEMENT FLAMAND ARRÊTE :

Article 1^{er}. Par dérogation à l'article 6.6, alinéa 1^{er}, de l'Arrêté relatif au Code flamand du Logement de 2021, l'actualisation des registres d'inscription de l'année impaire 2021 aura lieu en l'année 2022.

Art. 2. Les articles 10 et 11 de l'arrêté ministériel du 30 juillet 2008 portant les règles pour la détermination, les modalités de tenue à jour, le contenu et l'actualisation du registre d'inscription pour des candidats locataires s'appliquent à l'actualisation des registres d'inscription, visée à l'article 1^{er} du présent arrêté, étant entendu que dans l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté ministériel précité, le membre de phrase « Au plus tard avant le 1^{er} juin de chaque année impaire » doit être lu comme « Au plus tard avant le 1^{er} juin 2022 ».

Art. 3. L'article 35 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 23 octobre 2020 portant des mesures concernant la politique flamande du logement à la suite des mesures restrictives pour contenir le coronavirus est abrogé.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour suivant sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 5. Le ministre flamand ayant la politique du logement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 4 juin 2021.

Le Ministre-président du Gouvernement flamand,
J. JAMBON

Le Ministre flamand des Finances et du Budget, du Logement et du Patrimoine immobilier,
M. DIEPENDAELE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/21103]

17 JUIN 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant, à titre temporaire, les jetons de présence des membres et du représentant du Gouvernement wallon siégeant à la Commission d'avis sur les recours et permettant, à titre temporaire, la tenue des auditions et des délibérations de la Commission d'avis par vidéo-conférence

Le Gouvernement wallon,

Vu la partie décrétable Code du Développement territorial, articles D.I.6, § 4, et D.IV.66, modifié par le décret du 26 avril 2018 et par l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 44 du 11 juin 2020;

Vu la partie réglementaire du Code du Développement territorial, article R.I.6 – 4 et 5;

Vu la partie décrétable du Code du Développement territorial, article D.I.4, § 1^{er}, alinéa 4;

Vu le rapport du 10 mai 2021 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 20 mai 2021;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 mai 2021;

Vu l'avis de l'Union des villes et communes de Wallonie, donné le 7 juin 2021;

Vu l'urgence;

Considérant que le citoyen ne doit pas être entravé dans l'exercice de ses droits du fait des impacts de la crise sanitaire; qu'il doit être en mesure de faire valoir son point de vue oralement lors de l'audition prévue pendant la procédure de recours; que les dates d'audition sont fixées environ 40 jours après la réception du recours, pour permettre aux parties invitées de prendre les mesures nécessaires afin d'être disponibles, et à l'administration de recevoir le dossier et de réaliser la première analyse imposée à l'article D.IV.66, alinéa 3, du Code du Développement territorial; que la situation sanitaire reste à ce jour incertainel, les effets des mesures de réouverture progressive des possibilités de contacts demeurant précaires; que les effets obtenus en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 44 du 11 juin 2020 autorisant, à titre temporaire, la tenue de l'audition visée à l'article D.IV.66 du Code du développement territorial par vidéo-conférence, ont été prolongés par l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 62 du 10 décembre 2020 jusqu'au 30 juin 2021; qu'il est dès lors urgent de prendre de nouvelles mesures; que la non limitation des jetons de présence dus aux membres et au président de la Commission d'avis est liée à cette problématique, le planning des auditions pour la période postérieure au 30 juin atteste déjà de dépassements sporadiques du nombre de dossiers devant quotidiennement être examinés par la Commission;

Vu la demande d'avis dans un délai de 5 jours, adressée au Conseil d'État le 10 juin 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du territoire;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article R.I.6-4 du Code du Développement Territorial est complété par un alinéa 4 rédigé comme suit :

« La Commission d'avis peut délibérer par vidéo-conférence. ».

Art. 2. Dans l'article R.I.6-5 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « , avec un minimum de 70 euros et un maximum de 210 euros par journée, » sont abrogés;

2° à l'alinéa 2, les mots « , avec un minimum de 50 euros et un maximum de 150 euros par journée, » sont abrogés.

Art. 3. Dans le même Code, il est inséré un article R.IV.66-1 *bis* rédigé comme suit :

« Art. R.IV.66-1*bis*. Les auditions visées à l'article D.IV.66 du Code du Développement territorial se tiennent de manière virtuelle, par vidéo-conférence.

Le demandeur qui éprouve des difficultés numériques, excepté le collège communal lorsqu'il est le demandeur, peut refuser que l'audition se tienne par vidéo-conférence en le signalant, par toute voie utile, dans les 5 jours qui suivent la réception de l'accusé de réception, à la direction du SPW TLPE qui a envoyé l'accusé de réception.

Lorsque l'audition est organisée par vidéo-conférence, les personnes ou instances invitées peuvent déposer au dossier, après l'avoir exposée, une note de motivation ou toute pièce complémentaire qu'elles jugent utile. Ce dépôt au dossier est réalisé en fin d'audition par voie électronique à l'adresse du secrétaire permanent. ».

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 2021 et cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2021.

Art. 5. Le Ministre qui a l'aménagement du territoire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 17 juin 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique,
de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétence,
W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2021/21103]

17. JUNI 2021 — Erlass der Wallonischen Regierung zur vorübergehenden Änderung der Anwesenheitsgelder der Mitglieder und des Vertreters der Wallonischen Regierung, die in der Beratenden Kommission für Einsprüche tagen, und zur vorübergehenden Zulassung der Durchführung von Anhörungen und Beratungen der Beratenden Kommission per Videokonferenz

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des dekretalen Teils des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung, Artikel D.I.6 § 4, und D.IV.66, abgeändert durch das Dekret vom 26. April 2018 und durch den Sondervollmächtenerslass der Wallonischen Regierung Nr. 44 vom 11. Juni 2020;

Aufgrund des verordnungsrechtlichen Teils des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung, Artikel R.I.6 – 4 und 5;

Aufgrund des dekretalen Teils des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung, Artikel D.I.4 § 1 Absatz 4;

Aufgrund des Berichts vom 10. Mai 2021, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der am 20. Mai 2021 abgegebenen Stellungnahme der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 27. Mai 2021 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 7. Juni 2021 abgegebenen Gutachtens der Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie ("Union des villes et communes de Wallonie");

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass der Bürger in der Ausübung seiner Rechte nicht durch die Auswirkungen der Gesundheitskrise behindert werden darf; dass er in der Lage sein muss, seinen Standpunkt bei der im Rahmen des Einspruchsverfahrens anberaumten Anhörung mündlich darzulegen; dass die Anhörungstermine ca. 40 Tage nach Eingang des Einspruchs festgelegt werden, damit die geladenen Parteien die notwendigen Maßnahmen ergreifen können, um anwesend zu sein, und damit die Verwaltung die Akte erhalten und die in Artikel D.IV.66 Absatz 3 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung geforderte erste Prüfung durchführen kann; dass die gesundheitliche Situation bis heute ungewiss ist und die Auswirkungen der Maßnahmen zur schrittweisen Wiedereröffnung der Kontaktmöglichkeiten immer noch prekär sind; dass die Auswirkungen, die durch den Sondervollmächtenerschluss der Wallonischen Regierung Nr. 44 vom 11. Juni 2020 erzielt wurden, der vorübergehend die Durchführung der Anhörung gemäß Artikel D.IV.66 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung per Videokonferenz erlaubt, durch den Sondervollmächtenerschluss der Wallonischen Regierung Nr. 62 vom 10. Dezember 2020 bis zum 30. Juni 2021 verlängert wurden; dass es daher dringend notwendig ist, neue Maßnahmen zu ergreifen; dass die Nichtbegrenzung der Anwesenheitsgelder, die den Mitgliedern und dem Vorsitzenden der beratenden Kommission zustehen, mit diesem Problem zusammenhängt, da der Zeitplan der Anhörungen für die Zeit nach dem 30. Juni bereits von sporadischen Überschreitungen der Anzahl der Akten zeugt, die täglich von der Kommission geprüft werden müssen;

Aufgrund des am 10. Juni 2021 beim Staatsrat in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 3 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat eingereichten Antrags auf ein Gutachten innerhalb einer Frist von fünf Tagen;

In der Erwägung, dass binnen dieser Frist kein Gutachten abgegeben wurde;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, Artikel 84 § 4 Absatz 2;

Auf Vorschlag des Ministers für Raumordnung;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - R.I.6-4 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung wird durch einen Absatz 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Die beratende Kommission kann per Videokonferenz tagen.“

Art. 2 - In Artikel R.I.6-5 desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird die Wortfolge „mit einem Mindestbetrag von 70 Euro und einem Höchstbetrag von 210 Euro pro Tag,“ gestrichen;

2° in Absatz 2 wird die Wortfolge „mit einem Mindestbetrag von 50 Euro und einem Höchstbetrag von 150 Euro pro Tag,“ gestrichen.

Art. 3 - In dasselbe Gesetzbuch wird ein Artikel R.IV.66-1bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Art. R.IV.66-1bis - Die in Artikel D.IV.66 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung genannten Anhörungen werden virtuell, per Videokonferenz, durchgeführt.“

Der Antragsteller, der mit Schwierigkeiten auf digitaler Ebene konfrontiert wird, außer wenn es sich bei diesem Antragsteller um das Gemeindegremium handelt, kann die Durchführung der Anhörung per Videokonferenz ablehnen, indem er innerhalb von 5 Tagen nach Erhalt der Empfangsbestätigung die Direktion des ÖDW Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe, Energie, die die Empfangsbestätigung versandt hat, auf jede geeignete Weise informiert.

Wird die Anhörung per Videokonferenz durchgeführt, können die geladenen Personen oder Instanzen in der Akte eine Begründungsnotiz oder jedes zusätzliche, von ihnen als zweckmäßig erachtetes Schriftstück hinterlegen, nachdem sie diese bzw. dieses dargelegt haben. Die Hinterlegung in der Akte erfolgt am Ende der Anhörung auf elektronischem Wege an die Adresse des ständigen Sekretärs.“

Art. 4 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Juli 2021 in Kraft und am 31. Dezember 2021 außer Kraft.

Art. 5 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Raumordnung gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 17. Juni 2021

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung,
Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren
W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2021/21103]

17 JUNI 2021. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging als tijdelijke maatregel van het aanwezigheidsgeld van de leden en van de vertegenwoordiger van de Waalse Regering die zitting hebben in de Adviescommissie over de beroepen en waarbij als tijdelijke maatregel het houden van hoorzittingen en deliberaties van de Adviescommissie per video-call mogelijk wordt gemaakt

De Waalse Regering,

Gelet op het decreetgevend deel van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, artikelen D.I.6, § 4, en D.IV.66, gewijzigd bij het decreet van 26 april 2018 en bij het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 44 van 11 juni 2020;

Gelet op het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, reglementair deel, artikel R.I.6 - 4 en 5;

Gelet op het decreetgevende deel van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, artikel D.I.4, § 1, lid 4;

Gelet op het rapport van 10 mei 2021, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 20 mei 2021;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 27 mei 2021;

Gelet op het advies van de «Union des Villes et Communes de Wallonie» (Unie van Waalse steden en gemeenten), uitgebracht op 7 juni 2021;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de burger niet belemmerd mag worden in de uitoefening van zijn rechten wegens impacten van de gezondheidscrisis; dat hij zijn standpunt mondeling moet kunnen laten gelden tijdens de hoorzitting bepaald tijdens de beroepsprocedure; dat de data voor hoorzittingen om en bij de 40 dagen na ontvangst van het beroep vastgesteld worden, om de mogelijkheid te bieden aan de partijen die verzocht worden de nodige maatregelen te nemen om beschikbaar te zijn en aan de administratie om het dossier in ontvangst te nemen en het eerste onderzoek uit te voeren als opgelegd in artikel D.IV.66, lid 3, van het Wetboek van Ruimtelijke Ordening; dat de gezondheidssituatie tot op heden onzeker blijft, daar de effecten van de maatregelen voor de geleidelijke heropening van de contactmogelijkheden onzeker blijven; dat de effecten uit het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr 44 van 11 juni 2020 waarbij het houden van de hoorzitting bedoeld in artikel D.IV.66 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling per video-call tot 30 juni 2021 verlengd zijn bij het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 62 van 10 december 2020; dat het bijgevolg dringend is nieuwe maatregelen te nemen; dat de niet-beperking van het aanwezigheidsgeld verschuldigd aan de leden en aan de voorzitter van de Adviescommissie verband houdt met die problematiek, uit de planning voor de hoorzittingen in de periode na 30 juni blijkt dat het dagelijks door de Commissie te onderzoeken dossiers reeds sporadisch overschreden wordt;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van vijf dagen, gericht aan de Raad van State op 10 juni 2020, overeenkomstig artikel 84, § 1, lid 1, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het uitblijven van de mededeling van het advies binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, lid 2, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel R.I.6-4 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling wordt aangevuld met een lid 4, luidend als volgt:

“De Adviescommissie kan per video-call beraadslagen.”.

Art. 2. In artikel R.I.6-5 van hetzelfde Boek, worden de volgende de wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1 worden de woorden “, met een minimum van 70 euro en een maximum van 210 euro per dag,” opgeheven;

2° in lid 2 worden de woorden “, met een minimum van 50 euro en een maximum van 150 euro per dag,” opgeheven.

Art. 3. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel R.IV.66-1bis, luidend als volgt, ingevoegd:

“Art. R.IV.66-1bis. De hoorzittingen bedoeld in artikel D.IV.66 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling worden virtueel per video-call gehouden.

De aanvraag die moeilijkheden ondervindt met digitale technologieën, uitgezonderd de gemeenteraad wanneer hij de aanvrager is, kan weigeren dat de hoorzitting via een video-call plaatsvindt door dit bij elk nuttig middel binnen de vijf dagen volgend op de ontvangst van het bericht van ontvangst te melden aan de directie van de Waalse Overheidsdienst Gebiedsbeleid Wonen Erfgoed Energie die het bericht van ontvangst heeft verstuurd.

Wanneer de hoorzitting via hoorzitting wordt gehouden, kunnen de genodigde personen of instanties, na een uiteenzetting ervan, een motiveringsnota of elk aanvullend stuk dat ze nuttig achten bij het dossier voegen. Het voegen ervan bij het dossier gebeurt elektronisch op het einde van de hoorzitting op het adres van de vaste secretaris.”.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2021 en houdt op in werking te zijn op 31 december 2021.

Art. 5. De Minister van Ruimtelijke Ordening is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 juni 2021.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het “IFAPME”, en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS